

Arche de Zoé : que faisaient Nicolas, Cécilia et François dans cette galère ?

(par Thierry Meyssan : <http://www.voltairenet.org/fr>)

Des citoyens français intoxiqués par la propagande atlantiste ont été convaincus qu'un génocide se déroulait au Darfour et qu'ils pouvaient sauver des enfants d'une mort certaine. Ils ont financé l'équipée de « l'Arche de Zoé » qui a tenté d'enlever des enfants au Tchad. Étrangement, lorsque la presse s'est emparée de cette affaire, le président Sarkozy n'est pas venu au secours des enfants victimes, ni des familles d'accueil abusées, mais des voleurs d'enfants. Pour protéger qui ?

6 NOVEMBRE 2007

La presse française ne manque pas un éditorial pour brocarder le président tchadien Idriss Déby qui a accusé sans retenue l'association humanitaire l'Arche de Zoé d'avoir tenté d'enlever des enfants pour satisfaire des pédophiles et se livrer à un trafic d'organes. Simultanément, elle loue le président français Nicolas Sarkozy, qui s'est immédiatement déplacé au Tchad pour faire baisser la tension et rapatrier plusieurs prévenus.

L'ombre de Cécilia

Le Figaro s'est fait l'écho de la colère de la nièce d'un des bénévoles de l'Arche de Zoé incarcéré au Tchad : ce sapeur-pompier aurait été abusé par les dirigeants de l'association qui lui aurait fait croire que l'opération de sauvetage des enfants était patronnée par Cécilia Sarkozy [1].

Mais le quotidien n'indique pas de quelle manière les dirigeants de l'Arche de Zoé avaient pu convaincre les bénévoles d'un tel patronage s'il n'existait pas.

Et si ce patronage était imaginaire, pourquoi le président Sarkozy s'est-il cru obligé de monter immédiatement en première ligne ? [2]

Un Sarkozy peut en cacher un autre

L'objet social de l'association l'Arche de Zoé est d'« *intervenir en faveur des enfants victimes du tsunami du 26 décembre 2004, à Banda Aceh (Sumatra, Indonésie) pour leur permettre de retrouver des conditions de vie décentes par des programmes sanitaires, sociaux et éducatifs ; développer, mettre en œuvre et coordonner des programmes de réhabilitation de l'environnement familial et social de ces enfants ; développer tout programme en adéquation avec les besoins des enfants et de leur environnement de manière à favoriser le retour à l'autonomie, de façon plus générale ; mettre en œuvre toute action permettant de venir en aide aux enfants en difficulté, en détresse ou victimes de catastrophes naturelles* ». Comme ne le laisse pas deviner cet énoncé humanitaire, l'association est une initiative d'un organisme semi-public français, Paris Biotech Santé. Celui-ci a été fondé conjointement par l'Université Paris-V Descartes, l'INSERM, l'École centrale de Paris, et l'ESSEC, et dispose de tous les agréments officiels nécessaires. Son objet est de soutenir des projets de création d'entreprises dans le domaine du médicament, des dispositifs médicaux et des services aux malades [3]. Paris Biotech Santé gère un immeuble de 3 200 m², dont 2 500 m² de laboratoires, à l'hôpital Cochin. Ces installations ont été inaugurées en grande pompe, il y a trois semaines par le maire de Paris, Bertrand Delanoë, le président de la région Île-de-France, Jean-Paul Huchon, et le président de l'université Paris-V Descartes, Jean-François Dhainaut [4].

Il résulte de ce montage que la finalité ultime de l'Arche de Zoé est de tester des programmes sanitaires sur des enfants en difficulté dans le tiers-monde en vue de leur développement commercial.

Les liens organiques de l'Arche de Zoé et de Paris Biotech Santé sont attestés par l'avis de création de l'association publiée au *Journal officiel de la République française* du 2 juillet 2005. Il précise : « *Siège social : 23, rue Hallé, 75014 Paris. Courriel : lefebvre.s@parisbiotech.org* ».

Au demeurant, Stéphanie Dhainaut-Lefèbvre, contact légal de l'Arche de Zoé est aussi la directrice adjointe de Paris Biotech Santé et l'épouse du président de l'université.

En outre, l'Arche de Zoé est la déclinaison française de la Zoe's Ark Foundation Inc. (154 A'Becket Street, Melbourne 3000, Victoria, Australie). Malgré le communiqué de la Fondation assurant n'avoir aucun lien avec l'association homonyme française, tous les responsables français sont membres de l'organisation-mère australienne, y compris Paris Biotech Santé qui figure parmi la liste fiscale en notre possession.

Contacté par téléphone, Paris Biotech Santé indique que seul son directeur, le professeur Olivier Amedée-Manesme, est habilité à répondre à la presse et que celui-ci n'est pas joignable. C'est dommage car il aurait été en mesure d'indiquer quel avis le Comité d'évaluation de Paris Biotech Santé a émis sur le programme Arche de Zoé ; un Comité d'évaluation où siège le docteur François Sarkozy, médecin pédiatre. Contacté à son tour par téléphone, le secrétariat de François Sarkozy nous assure qu'il transmet notre question et nous rappellera.

François Sarkozy est politiquement proche de son frère aîné, le président Nicolas Sarkozy, au point que celui-ci, lorsqu'il était maire de Neuilly et ministre de l'Intérieur, l'avait fait nommer médiateur dans le conflit social de l'hôpital américain de Neuilly [5].

Le Figaro le présentait au lendemain de l'élection présidentielle comme l'une des 100 personnalités qui compteraient désormais « au coeur de la future équipe de France » [6]. Le média sarkozyste (excusez le pléonasme) précisait : « Ce pédiatre de 48 ans, vice-président du Conseil de surveillance d'une société de biopharmaceutique, s'est beaucoup rapproché de son grand frère Nicolas lors de la campagne, notamment à l'occasion de séjours brefs mais studieux dans la maison de François, en Provence. » De son côté, *Le Nouvel Observateur* indique : « Autant Nicolas Sarkozy entretient des relations orageuses avec son frère aîné Guillaume, un temps vice-président du Medef, autant il se sent proche de François, un pédiatre devenu manager. C'est chez lui que Sarkozy a reçu ses amis, le soir de son discours "fondateur" du 14 janvier, et c'est dans sa maison du Midi qu'il s'est parfois réfugié pendant la campagne » [7]. *Le Monde* note : « Le frère cadet de M. Sarkozy a été beaucoup vu au cours de la campagne. C'est chez lui, dans sa maison des Alpilles, que l'ex-ministre a passé de nombreux week-ends ces derniers mois. En l'absence de Mme Sarkozy - qui n'a été officiellement présente au côté de son mari que le 14 janvier et le 22 avril, et enfin dimanche 6 mai sur le podium dressé place de la Concorde, à Paris, au soir de la victoire -, il a symbolisé une présence familiale autour du candidat. Interrogé un jour sur le sens de sa présence, François Sarkozy, soucieux de lever toute ambiguïté, avait précisé : "Je ne le soutiens pas, je l'accompagne". » [8]

François Sarkozy est aussi une personnalité influente des médias. Ainsi *Libération* lui a attribué un rôle dans l'éviction de Robert Namias de la direction de TF1 au lendemain de l'élection présidentielle [9].

À la rubrique « François SARKÖZY de NAGY-BOCSA », le *Who's Who in France* indique : « Interne des Hôpitaux de Paris en pédiatrie (1983-85 et 1987-89), Assistant au laboratoire de physiologie respiratoire de l'hôpital Trousseau à Paris (1989-90) ; aux laboratoires Roussel-Uclaf : Chef de projet international pour les antibiotiques (1990-93), Directeur du développement clinique international (1994-95), Responsable du développement international (1995) ; au groupe Hoechst Marion Roussel : Vice-président, Directeur de la gestion du portefeuille et des projets en développement international à Bridgewater (États-Unis) (1996-98), Directeur médical et pharmaceutique pour la France (1998-99) ; Président-directeur général du Centre international de toxicologie (1998-99) ; Directeur médical pour la France à Aventis (1999-2000), Associé du Cabinet de conseil en stratégie et en organisation devenu AEC Partners (depuis 2001), Président d'AEC Partners Inc. (depuis 2006) ; Vice-président, Membre du conseil de surveillance de BioAlliance Pharma (depuis 2005) »

Bio Alliance Pharma termine ses expérimentations humaines pour le lancement de médicaments luttant contre des maladies opportunistes du cancer et du HIV, Loramyc, Lauriad et Transdrug [10].

Le monde étant petit, en 2006, le principal client de François Sarkozy à AEC Partners est le syndicat français de l'industrie pharmaceutique (LEEM), lequel emploie aussi Stéphanie Lefebvre de Paris Biotech Santé et de l'Arche de Zoé, via LEEM-Recherche.

Le président Idriss Déby ne s'est certainement pas exprimé à la légère. Le rapatriement des journalistes et des hôtes de l'air impliqués dans cette opération a dû être chèrement négocié. Au demeurant, le Tchad, en traduisant en justice les responsables de l'Arche de Zoé, conserve un moyen de pression non-négligeable sur le président français.

Thierry Meyssan

Analyste politique, fondateur du Réseau Voltaire. Dernier ouvrage paru : *L'Effroyable imposture 2* (le remodelage du Proche-Orient et la guerre israélienne contre le Liban).

[1] « La nièce d'un des Français détenus dénonce les mensonges de l'association », par Angélique Négroni, *Le Figaro*, 3 novembre 2007.

[2] « Nicolas Sarkozy en première ligne dans l'affaire de l'Arche de Zoé », AFP, 4 novembre 2007.

[3] « Paris Biotech : un cocon protecteur pour jeunes entreprises de la santé », AFP, 3 octobre 2006.

[4] « Inauguration de la pépinière d'entreprises Paris Santé Cochin », AFP, 17 octobre 2007.

[5] « Fin de la grève du personnel de nuit à l'Hôpital américain de Neuilly » et « Accord direction/personnel de nuit à l'Hôpital américain de Neuilly », AFP, 17 et 28 février 2006.

[6] « Les 100 noms qui vont compter » par Yves Derai, *Le Figaro*, 12 mai 2007.

[7] « Aujourd'hui, ce sont eux qui incarnent la fameuse "rupture" - Les 100 de Sarkozy », par Hervé Algalarrondo, *Le Nouvel Observateur*, 10 mai 2007.

[8] « Eux aussi ont fait gagner Sarkozy », *Le Monde*, 8 mai 2007.

[9] « ...Des rides, et c'est pas fini » par Raphaël Garrigos et Isabelle Roberts, *Libération* du 22 mai 2007.

[10] « BioAlliance Pharma Names Francois Sarkozy as Vice-Chairman of its Supervisory Board ; Healthcare Industry Professional Brings Further Operational and International Experience to Specialty Pharma Company », *Business Wire*, 5 janvier 2006.